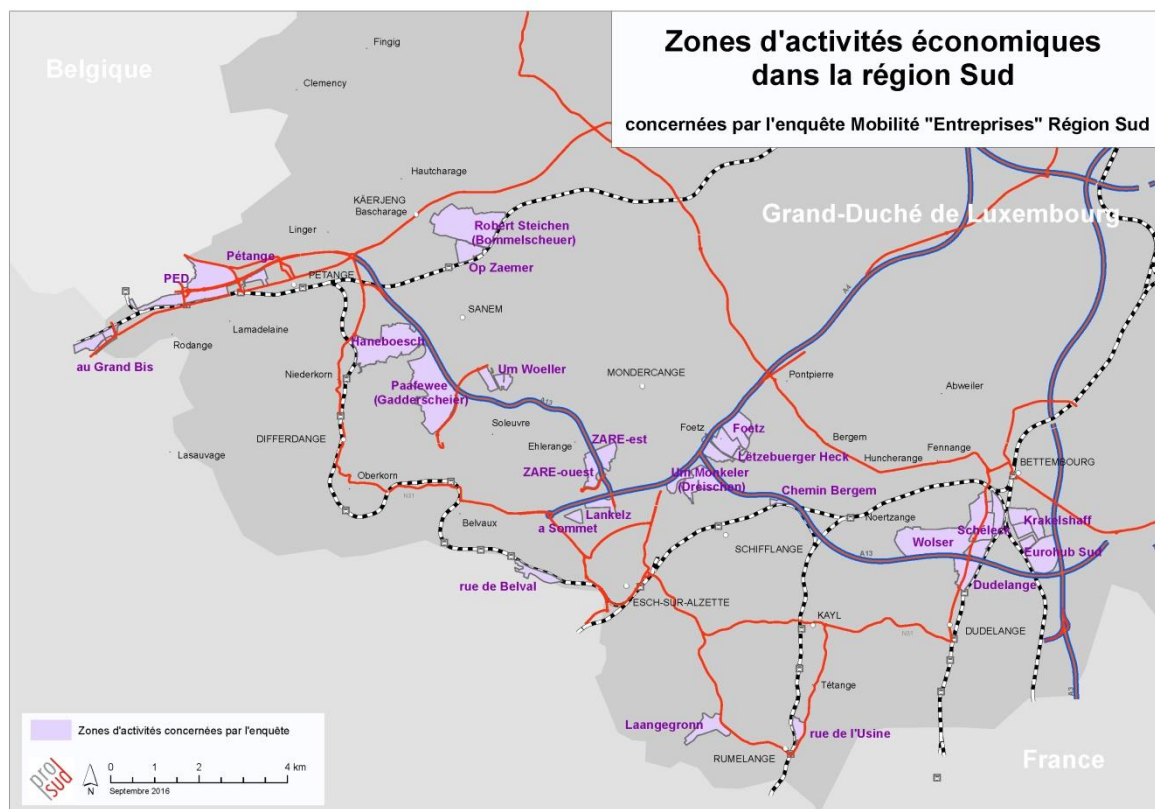


Comment améliorer l'accès aux zonings?

LUXEMBOURG - Des solutions sont recherchées pour rendre les entreprises situées dans les zones d'activité du sud du pays plus accessibles et y favoriser les transports alternatifs.



700 entreprises de la région sud ont été sollicitées pour l'enquête.

Sans voiture, accéder à un zoning peut devenir un parcours du combattant, tant pour employés des entreprises qui s'y trouvent que pour leurs clients. Afin d'améliorer leur accessibilité, le ministère du Développement durable et des Infrastructures, en collaboration avec le syndicat PRO-SUD, le LISER et le Verkéiersverbond ont lancé une enquête pour sonder les entreprises du sud du pays sur leurs besoins en termes de mobilité.

«L'objectif est de trouver une solution sur-mesure pour ces entreprises», a expliqué vendredi François Bausch, ministre du Développement durable et des Infrastructures. Au total, 700 entreprises des 25 zonings de la région participent à l'enquête, ce qui représente environ 20 000 employés. Une fois les résultats recueillis,

un diagnostic sera réalisé par le LISER pour permettre d'élaborer, avec les acteurs concernés, un plan d'action.

Les zonings manquent de trottoirs

Pour Walter Berettini, qui travaille chez Husky, dans la zone industrielle Riedgen, à Dudelange, cette initiative est positive. Il y a plusieurs années, cette société a entrepris des démarches pour permettre à ses jeunes apprentis, sans permis de conduire, de pouvoir rejoindre leur lieu de travail. Après avoir embarqué dans le projet les sociétés voisines et après avoir sondé les employés, une ligne de bus a été mise en place en septembre 2015, reliant la gare de Bettembourg à la zone industrielle.

Un résultat qui, selon Walter Berettini, doit motiver d'autres entreprises à proposer des solutions alternatives. Les résultats de cette enquête devraient ainsi permettre de connaître les besoins des travailleurs en matière de transports en commun, de covoiturage, de P+R, de pistes cyclables ou encore simplement de trottoirs, bien souvent absents des zonings. Jusqu'ici, seules 21% des entreprises ont répondu au questionnaire. Les employeurs et employés ont encore une chance de faire entendre leur voix. La première phase de [l'enquête](#) se clôture fin de l'année, mais une autre, qui ciblera davantage les employés, sera lancée à partir de mars 2017.

(Juliette Devaux/*L'essentiel*)